



Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Grande-Synthe, Nord - Octobre 2021

Depuis 2017, le projet HRO a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violences d'Etat perpétrées à l'encontre des personnes en situation d'exil à la frontière Franco-britannique *.

Chiffres concernant les expulsions quotidiennes des lieux de vie informels :



Au moins 4 expulsions de lieux de vie informels



Au moins 145 tentes et bâches détruites



Au moins 25 abris détruits



Au moins 73 duvets et couvertures détruits



Au moins 98 mineur.e.s isolé.e.s rencontré.e.s **



Au moins 1 arrestation lors des expulsions

La stratégie politique consistant à éviter les "points de fixation" a conduit à des expulsions de plus en plus fréquentes à Grande-Synthe. Au cours de ces opérations, tous les abris, biens de premières nécessités et affaires personnelles sont alors détruits. Ces opérations d'épuisement sont accompagnées de contrôles d'identité souvent abusifs (Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916) et donnent lieu à des arrestations puis placements en rétention administrative alors illégaux. Ces contrôles d'identité et arrestations arbitraires sont quotidiens, même en dehors du contexte des expulsions.



HRO a observé une augmentation des opérations de démantèlement à grande échelle depuis le 10 juillet 2020, parallèlement à la nomination de Gerald Darmanin au poste de Ministre de l'Intérieur.

Le 13/10, les forces de l'ordre ont refusé à une femme de sortir du périmètre dit de "sécurité", l'empêchant de rejoindre sa famille.

Le 20/10, les forces de l'ordre ont procédé à une expulsion sans base légale et ont détruit les affaires personnelles de 7 personnes.

Le 26/10, une expulsion de grande ampleur a concerné plus de 500 habitants du lieu de vie expulsé. 130 tentes et abris ont été lacérés puis détruits par la société de nettoyage Ramery, sans possibilité pour les habitants du lieu de vie de les récupérer en amont. Les habits, au moins 70 couvertures et duvets, des sacs et affaires personnelles ont été jetés dans la boue et piétinés.

Harcèlement des observateur.ice.s HRO :



8 tentatives d'intimidation:

Le 13/10, un adjoint au maire présent sur le lieu de vie expulsé a été agressif et menaçant envers les observateurs HRO en disant « Arrêtez de filmer ou je casse votre téléphone » ; Le 26/10, les observateurs de HRO ont été soumis à des contrôles d'identité arbitraires à 4 reprises ; le même jour, les membres HRO ont été moqués, poussés à 5 reprises ; un agent des forces de l'ordre a agrippé puis poussé un observateur, et a touché la poitrine d'un autre membre d'HRO. Ce dernier agent n'a pas voulu montrer son RIO.

* Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

**Le nombre de signalements effectués est au deçà du nombre réel de mineur.e.s isolé.e.s qui étaient en situation de rue et de danger sur le territoire Grand- Synthois au mois d'octobre. Sur ce territoire, aucune association non mandatée n'a d'activité spécifique ciblant les MIE, contrairement à Calais, et se trouve en capacité d'effectuer ce travail d'identification précise (Source : Utopia 56)